

Douze propositions de la LCR : urgence sociale et démocratique

vendredi 20 avril 2007, par [DUVAL François](#) (Date de rédaction antérieure : 19 avril 2007).

À quelques jours du scrutin présidentiel, nous rappelons les principales propositions d'Olivier Besancenot, le candidat de la LCR.

Nos adversaires de droite, la direction du Parti socialiste - et, malheureusement, parfois aussi nos « concurrents » à gauche - n'ont eu de cesse de caricaturer la candidature et la campagne d'Olivier Besancenot : candidature de témoignage... logique protestataire... surenchère revendicative... irréalisme économique... etc.

Ces polémiques leur permettent d'éviter de débattre des propositions précises et concrètes que nous faisons. Bien sûr, la plupart d'entre elles supposent des ruptures avec la logique dominante, celle du profit capitaliste. Mais elles constituent, d'abord et avant tout, des mesures d'urgence qui, si elles étaient mises en œuvre, permettraient au monde du travail, à la jeunesse et aux couches populaires de sortir la tête de l'eau. Depuis plusieurs mois, Rouge les a développées, thème par thème. À la veille du premier tour de l'élection présidentielle, voici le rappel de douze mesures d'urgence, qui sont aussi douze raisons - parmi beaucoup d'autres - de voter Olivier Besancenot.

1. Augmenter le pouvoir d'achat

Qui peut vivre décemment avec moins de 1 500 euros net par mois ? Il faut porter immédiatement le Smic à ce niveau et imposer qu'aucun salaire minimum de branche, ni aucune retraite ne soit inférieur à ce minimum. Depuis des années, la productivité a augmenté considérablement, les prix aussi d'ailleurs : il faut donc augmenter tous les revenus - salaires, retraites, minima sociaux - de 300 euros net.

2. Interdire les licenciements

Des vies brisées, des régions dévastées, un immense gâchis humain, tout cela pour quelques dividendes de plus... Il faut en finir avec les plans de licenciements qui touchent y compris des entreprises qui font des profits ! Contrairement à la pensée libérale unique, le pouvoir politique peut agir : en récupérant les subventions et allègements de charges généreusement octroyés en pure perte ; en nationalisant sans indemnisation les entreprises concernées afin de poursuivre l'activité et sauvegarder l'emploi ; en assurant le maintien du salaire et du contrat de travail - avec tous les droits associés - grâce à un fonds mutualisé de sécurité sociale professionnelle financé par les cotisations patronales.

3. Réduire le temps de travail

Encore une idée formidable... gâchée par la gauche sociale-libérale avec des lois Aubry qui se sont traduites, pour des secteurs significatifs du salariat, par l'intensification du travail et le blocage des salaires. Réhabiliter le travail ? C'est travailler moins pour travailler tous ! Nous proposons de réduire, dans toutes les entreprises, la semaine de travail à 32 heures (dans la perspective des 30

heures), sans annualisation, ni flexibilité, ni perte de salaire, et avec les embauches correspondantes (c'est-à-dire proportionnelles au volume de la réduction du temps de travail).

4. Supprimer la précarité

Intérim, sous-traitance, emplois aidés, contrats « spécifiques » pour les jeunes, petits jobs pour les seniors, temps partiel imposé, contrat « unique » avec d'interminables périodes d'essai : ils ne savent plus quoi inventer pour précariser l'emploi ! Toutes ces mesures dérogatoires au code du travail sont autant d'aubaines pour les patrons, sans aucun effet positif sur le niveau global d'emploi. Nous proposons le retour à un seul type d'emploi statutaire : le contrat à durée indéterminée (CDI), à plein-temps.

5. Défendre nos retraites

Sous de faux prétextes démographiques, le Medef et la droite prétendent nous faire travailler plus dur et plus longtemps. La gauche reste silencieuse. Pourtant, les richesses s'accumulent et devraient permettre aux retraités de disposer de quoi vivre décemment. Nous proposons le retour au droit réel à la retraite à 60 ans, au bout de 37,5 années de cotisations, avec un taux de remplacement de 75 % du meilleur salaire.

6. Étendre les services publics

L'éducation, la culture, la santé, l'eau, les communications, le logement, les transports, la prise en charge de la petite enfance ou du quatrième âge ne doivent pas être des marchandises sur lesquelles on peut faire du business, mais des besoins sociaux à satisfaire. C'est d'ailleurs ce constat qui a conduit, à la Libération, la société française à décider collectivement que ces activités devaient échapper à la concurrence et à la loi du profit. Nous proposons de défendre, de développer et d'étendre les services publics en revenant sur les privatisations réalisées par la droite et la gauche, en rétablissant le monopole public, et en créant de nouveaux services publics correspondant aux nouveaux besoins.

7. Abolir les discriminations

Le « problème », ce n'est pas l'immigration mais le racisme et les discriminations. Les lois restrictives sur l'immigration qui s'accumulent depuis des décennies n'empêchent pas l'arrivée d'immigrés ; leur seule conséquence, c'est de transformer les immigrés en immigrés clandestins, donc fragilisés, donc surexploités par des patrons esclavagistes. La solution, c'est l'égalité des droits : le droit de circulation et d'installation, la régularisation des sans-papiers, un nouveau droit à la citoyenneté détaché de la nationalité, c'est-à-dire le droit de vote et d'éligibilité de tous les habitants à toutes les élections.

8. Défendre la qualité de la vie

Tous les grands candidats se sont précipités pour signer le pacte écologique de Nicolas Hulot. Mais aucun ne s'est engagé à remettre en cause le mode de développement capitaliste qui dégrade l'environnement et menace la planète. Nous proposons d'interdire la culture des OGM en plein champ, de sortir du nucléaire en dix ans, de substituer les énergies propres et renouvelables aux énergies fossiles, d'économiser l'énergie par la construction et la rénovation des bâtiments avec des normes thermiques exigeantes, d'interdire les transports de marchandises par la route sur de grandes distances et de développer des transports en commun pratiques, de qualité et gratuits pour les trajets quotidiens.

9. Imposer l'égalité entre hommes et femmes

À la maison, au travail comme dans la cité, elle reste à conquérir. Nous proposons un plan de revalorisation, dans toutes les entreprises (publiques et privées), des salaires des femmes pour atteindre l'égalité de rémunération à qualification égale ainsi qu'un plan de revalorisation des retraites des femmes, amputées du fait du temps partiel imposé et des interruptions de carrière (maternités). Tous les trois jours, une femme meurt sous les coups de son conjoint. Nous proposons une loi-cadre contre les violences faites aux femmes, avec des tribunaux dédiés et des centres d'accueil et d'hébergement en nombre, dans chaque département.

10. Conquérir la démocratie

Ce n'est pas une question de numéro de République, mais de contenu ! La politique doit être un engagement militant, pas un métier. Nous proposons de liquider tous les aspects monarchiques de la présidence, d'instaurer la proportionnelle intégrale à toutes les élections, le mandat unique, la limitation dans le temps des mandats (pas plus de deux ou trois mandats successifs). Les grandes décisions qui affectent nos vies ne sont aujourd'hui pas prises à l'Assemblée nationale, mais dans le secret des conseils d'administration et des institutions financières. Nous proposons d'étendre la démocratie à l'ensemble de la vie sociale, de décider et de contrôler dans les entreprises, les quartiers, les communes.

11. Construire une Europe sociale et démocratique

Le 29 mai 2005, nous avons mis en échec la Constitution européenne et sa « concurrence libre et non faussée ». Cette victoire ouvre la voie à la construction d'une autre Europe, sociale et démocratique, fondée sur l'harmonisation des droits sociaux par le haut avec la reprise, dans chaque domaine, de la législation du pays où elle est le plus favorable. Nous proposons un Smic et un code du travail européens ainsi que des services publics à l'échelle du continent.

12. Promouvoir la solidarité internationale

À l'opposé de l'Europe forteresse et du néocolonialisme français, nous proposons la sortie de la France de l'Otan, la renonciation unilatérale à la force de frappe nucléaire, le rapatriement des troupes françaises stationnées à l'étranger. Il faut rompre avec la Françafrique, avec le pillage des pays du Sud par les multinationales françaises comme Total, Vivendi, Bouygues et Bolloré et avec le soutien aux dictatures. Et abolir immédiatement et unilatéralement la dette qui étouffe les peuples des pays pauvres !

Encarts

Un programme pour les luttes

En fait, toutes ces propositions... nous ne les avons pas inventées. Elles ne nous appartiennent pas ! Elles sont nées dans les mobilisations des dernières décennies et sont portées par des secteurs significatifs du mouvement social. Et si nous avons choisi de profiter de la campagne présidentielle pour les soumettre au débat, nous savons bien qu'il faudra beaucoup plus qu'une élection pour les mettre en œuvre. Les congés payés - être rémunéré pour des journées non travaillées, une idée « effarante » pour tous les économistes « raisonnables » ! - n'étaient pas dans le programme du Front populaire. Ils ont été imposés par la grève générale et les occupations d'usines de juin 1936.

Dans les années soixante, l'augmentation du Smic et des bas salaires de 30 % était, pour certains,

une absurdité. Et pourtant, c'est arrivé ! Mais il a fallu, pour cela, les dix millions de grévistes de Mai 68... C'est cela qui nous différencie des autres. Nous n'avons pas un discours quand la droite est au pouvoir et un autre, différent, quand la gauche est au pouvoir. Nous n'avons pas un programme pour les élections et un autre, différent, pour les luttes sociales. Ces mesures d'urgence, nous proposons de leur donner plus de force en les faisant approuver par un vote en faveur d'Olivier Besancenot, afin qu'elles soient, demain, quel que soit le gouvernement en place, au cœur des mobilisations populaires.

Combien ça coûte ?

Inutile de le cacher... ni de nous en excuser : les mesures que nous proposons ont un coût élevé ! Mais elles ne sont pas irréalistes pour autant. Car les richesses pour les financer existent, il n'y en a même jamais eu autant. La seule question qui vaille est : qui va payer ? Nous proposons de reprendre l'argent à la petite minorité de ceux qui l'accumulent. Ce n'est pas un problème économique ou technique, c'est une affaire de volonté politique. La première mesure à prendre est évidemment d'éliminer les dépenses publiques improductives ou nuisibles : arrêt des subventions et allègements de charges aux entreprises privées ; récupération des cadeaux faits aux patrons ; diminution drastique du budget militaire. La deuxième mesure, complémentaire, c'est la mise en œuvre d'une réforme d'ampleur de la fiscalité afin de rétablir la progressivité de l'impôt sur le revenu (par l'augmentation du nombre de tranches, la dernière étant taxée à 80 %), de restaurer l'impôt sur les bénéfices des sociétés à 50 % et d'élargir l'assiette de l'impôt sur la fortune - au rendement actuel ridiculement bas : à peine celui de la redevance télé - en intégrant l'outil professionnel.

Cette nouvelle politique fiscale est le moyen de résoudre la question centrale de la crise de la société française : la répartition - aujourd'hui scandaleusement inégalitaire - des richesses produites par le travail de tous et toutes et accaparées par quelques-uns. Depuis les années 1980, la part du produit intérieur brut (la somme des richesses produites chaque année) qui revient aux salaires a baissé de 10 % par rapport à celle qui revient au capital : c'est le hold-up du siècle ! Récupérer cet argent, c'est à la fois l'efficacité économique et la justice sociale...

P.-S.

* Paru dans Rouge n° 2202 du 19 avril 2007.